



Conseil économique et social

Provisoire

5 octobre 2011

Français

Original : anglais

Session de fond de 2011

Débat de haut niveau

Compte rendu analytique de la 18^e séance (chambre B)

Tenue au Palais des Nations, à Genève, le mercredi 6 juillet 2011, à 15 heures

Président : M. Kapambwe (Zambie)

Sommaire

Examen ministériel annuel : mise en œuvre des objectifs arrêtés et des engagements pris sur le plan international en matière d'éducation (*suite*)

Exposés nationaux volontaires

Les rectifications au présent compte rendu doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, une semaine au plus tard à compter de la date du présent document, au Groupe d'édition, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

11-50750X (F)



Merçi de recycler

La séance est ouverte à 15 h 10.

Examen ministériel annuel : mise en œuvre des objectifs arrêtés et des engagements pris sur le plan international en matière d'éducation
(suite)

Exposés nationaux volontaires

Le Président invite M^{me} Bellamy, Présidente du Conseil d'administration de l'Initiative pour l'accélération de l'éducation pour tous, à présider la présentation des exposés nationaux volontaires.

Turquie

M. Demiralp (Observateur de la Turquie) dit que la Turquie, qui est un pays qui se développe rapidement, considère les objectifs du Millénaire pour le développement comme ses principaux objectifs de développement qui ont donc été intégrés dans ses plans nationaux de développement. En tant que membre du G20 et nouveau donateur, la Turquie peut faire part de son expérience et de ses connaissances spécialisées en offrant des orientations dans le domaine du développement aux autres pays en développement, dans l'esprit de la coopération Sud-Sud. La Turquie est devenue un partenaire sur lequel peuvent compter les pays les moins avancés qui ont été touchés de façon disproportionnée par les problèmes mondiaux. La décision de la Turquie d'accueillir la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés témoigne de son engagement envers ce secteur vulnérable de la communauté internationale. L'observateur de la Turquie accueille avec satisfaction la direction et les orientations du Secrétaire général concernant le processus de développement ainsi que sa volonté d'apporter une assistance aux pays en développement dans la voie du développement durable. Il réaffirme l'engagement de son pays vis-à-vis du partenariat mondial en faveur du développement et dit que la Turquie collaborera avec le système des Nations Unies et avec tous les partenaires de développement pour faire progresser les questions de développement international.

M^{me} Ekeman (Observatrice de la Turquie) dit que la Turquie a réussi ces dernières années un processus de réforme et de transformation qui a abouti à une stabilité macroéconomique plus grande, à des investissements plus importants, au développement rural et à des améliorations dans les systèmes de santé

et de sécurité sociale. Des progrès considérables ont été réalisés dans l'élimination de la pauvreté et la Turquie est en bonne voie d'atteindre l'objectif de 100 % concernant la scolarisation dans l'enseignement primaire. Des progrès sensibles ont été enregistrés dans le domaine de la santé maternelle et infantile et des mesures ont été prises pour protéger la population contre le VIH/sida et donner des soins aux personnes qui en ont besoin. Des politiques importantes sur la viabilité environnementale ont été également élaborées. Des progrès importants ont été réalisés dans le domaine du développement social et économique grâce à l'exécution à l'échelle du pays de programmes portant sur le renforcement des capacités, la bonne gouvernance, l'autonomisation des femmes et l'assistance à l'entrepreneuriat.

Le Gouvernement turc considère que l'éducation est la force motrice qui permet de façonner l'avenir de la communauté et de promouvoir la modernisation et les changements sociaux. L'éducation fera de la viabilité environnementale une réalité. Des mesures ciblées ont déjà été prises pour développer les infrastructures dans l'enseignement, améliorer la qualité de l'enseignement, éliminer les disparités régionales, généraliser l'utilisation des technologies et assurer l'égalité entre les sexes dans le domaine de l'éducation. Les campagnes de scolarisation ont contribué à accroître les taux de fréquentation scolaire des filles et à faire comprendre l'importance de l'éducation et les conséquences préjudiciables de l'analphabétisme généralisé des femmes sur le développement humain et social.

L'expérience de la Turquie a montré que pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement, des stratégies favorables aux pauvres axées sur la croissance économique et les investissements dans les secteurs sociaux sont nécessaires. Des investissements dans l'agriculture sont essentiels pour assurer la sécurité alimentaire, et la viabilité environnementale doit être préservée par des mesures et un engagement politique plus résolus. Les liens entre développement et sécurité doivent être reconnus et une importance plus grande doit être accordée à la promotion de l'autonomisation des femmes, au développement des soins de santé primaires et aux investissements dans l'éducation.

La Turquie a commencé à jouer un rôle plus actif dans la coopération internationale au développement et elle a accueilli la quatrième Conférence des Nations

Unies sur les pays les moins avancés à laquelle ont participé des représentants du secteur privé, des parlementaires et des universitaires. Le rôle des femmes a été mis en lumière tout au long de la Conférence dans les débats thématiques et les manifestations spéciales. L'adoption du Programme d'action d'Istanbul a été l'expression de la volonté politique de la communauté mondiale de trouver des solutions aux problèmes persistants dont souffrent les pays les moins avancés, grâce aux efforts visant à renforcer les capacités productives dans des domaines tels que les infrastructures, le secteur manufacturier, l'énergie, l'agriculture et le développement rural et la science et la technologie ainsi que la promotion des investissements, en particulier avec la participation du secteur privé.

Le Programme d'action d'Istanbul prévoit une assistance financière et technique, notamment des prêts à des conditions privilégiées, pour améliorer les infrastructures et accroître la production agricole ainsi que des mesures visant à promouvoir les agro-industries, le développement rural, la sécurité alimentaire et la nutrition en tant que priorités dans l'élimination de la pauvreté et de la faim. Il prévoit également la mise en place d'une banque de technologies et d'un dispositif qui apporterait une assistance scientifique, technologique et d'information aux pays les moins avancés. Il a pour objectif de doubler le taux de participation des pays les moins avancés dans les échanges internationaux d'ici à 2020. Le Programme d'action accorde également une grande importance au rôle des femmes dans le développement et fixe des objectifs visant à promouvoir la participation des jeunes dans la vie économique et sociale ainsi que dans les processus de prise de décision.

M^{me} Ormanci (Observatrice de la Turquie) dit qu'un suivi et des contrôles systématiques sont nécessaires pour assurer la mise en œuvre efficace et sans retard du Programme d'action d'Istanbul par les partenaires de développement comme par les pays les moins avancés. La contribution des parlements, du secteur privé, de la société civile et des universitaires serait également essentielle pour en suivre la mise en œuvre. Le Conseil économique et social pourrait également contribuer au processus de suivi en incluant l'examen de l'exécution du Programme d'action dans l'examen ministériel annuel en 2015.

À la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, le Premier ministre turc a annoncé un programme de coopération économique et technique en faveur des pays les moins avancés pour la décennie à venir; ce programme est axé sur l'amélioration de leurs capacités productives, institutionnelles et humaines. Il porte sur de nombreux secteurs, dont l'agriculture, le tourisme, la technologie, l'énergie, les changements climatiques et l'éducation. La Turquie affectera, à partir de 2012, 200 millions de dollars des États-Unis par an à des projets de coopération technique en faveur des pays les moins avancés, qui comprendront 1000 bourses d'études postuniversitaires dans les domaines de l'agriculture, de l'ingénierie et de la médecine. La Turquie vise à porter à cinq milliards de dollars des États-Unis ses investissements directs dans les pays les moins avancés d'ici à 2015 et est disposée à accueillir un centre international pour la science, la technologie et l'innovation ainsi qu'un centre international d'agriculture pour les pays les moins avancés.

M^{me} Ekeman (Observatrice de la Turquie) dit que les débats à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20) en 2012 et les discussions sur le cadre de développement post-2015 pourraient être guidés par le Programme d'action d'Istanbul. Une action cohérente et coordonnée, parallèlement à la maîtrise exercée par les bénéficiaires à tous les niveaux, serait nécessaire pour élaborer un nouveau cadre durable et équilibré pour le développement post-2015, qui doit être complété par des ressources financières accrues aux niveaux national, régional et international. Au niveau national le rôle de plus en plus important de la Turquie dans la coopération internationale au développement lui permet d'accroître ses partenariats avec les organismes des Nations Unies, en particulier le PNUD. L'ouverture, lors de la quatrième Conférence sur les pays les moins avancés, du Centre international d'Istanbul pour le secteur privé dans le développement est un exemple de la réussite de ce partenariat. Ce centre promouvra l'entreprenariat national et l'élaboration de modèles pour la croissance et le développement impulsé par le secteur privé. Le Bureau régional pour l'Europe de l'Est et l'Asie centrale du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) a été inauguré lors de cette conférence. La Turquie se félicite que d'autres organismes des Nations Unies souhaitent ouvrir des bureaux régionaux en Turquie. Le Gouvernement turc tient à réaffirmer sa volonté

d'appuyer le partenariat mondial en faveur du développement et de collaborer avec le système des Nations Unies et tous les partenaires de développement pour faire progresser les questions de développement international.

M. Rahman (Bangladesh), évaluateur, dit que la Turquie a témoigné de son engagement envers la coopération internationale au développement en accueillant la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés. Il espère que cet engagement portera également sur l'organisation d'un examen à moyen terme de la mise en œuvre du Programme d'action d'Istanbul. Il demande quels enseignements le Gouvernement turc a retirés de l'organisation de la conférence et, compte tenu de cette expérience, quels conseils il pourrait donner aux pays se préparant pour la conférence Rio +20.

M. Acharya (Observateur du Népal), évaluateur, dit que la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés a été l'expression de la volonté politique de la communauté internationale de progresser dans les questions de développement. Il exprime les remerciements du Gouvernement népalais pour les efforts qu'a déployés la Turquie pour porter la situation des pays les moins avancés à l'attention de la communauté internationale. L'observateur du Népal se félicite particulièrement du programme d'assistance au développement de la Turquie qui est un exemple de la façon dont un pays émergent peut contribuer au développement des pays les moins avancés. Il espère que le Forum pour la coopération en matière de développement du Conseil économique et social envisagera de suivre la mise en œuvre du Programme d'action d'Istanbul.

M^{me} Vitie (Finlande) dit que l'expérience de la Turquie montre que les investissements dans le domaine de l'éducation sont cruciaux pour parvenir à la croissance et au développement, ce qui est un enseignement utile pour un nouveau donateur. Elle demande si, outre les 1000 bourses d'études post-universitaires, la Turquie a envisagé d'autres modalités de coopération avec les pays les moins avancés dans le secteur de l'éducation. Elle souhaite également savoir comment la Turquie a amélioré les liens entre le secteur de l'éducation et le marché du travail et si la coopération à cet égard pourrait être liée à l'assistance aux pays les moins avancés.

M. Yamashita (Japon) dit que son pays collabore aux efforts déployés par la Turquie pour aider les pays les moins avancés par l'intermédiaire de l'Agence japonaise de coopération internationale. Dans le domaine de l'éducation, le Japon coopère avec le Ministère turc de l'éducation nationale pour former des enseignants dans des disciplines techniques et professionnelles dans d'autres pays. Il demande davantage d'informations sur les projets de la Turquie pour le cadre post-2015.

M. Oyarce (Chili) souhaite savoir quelles modalités la Turquie applique pour incorporer les activités d'éducation dans ses politiques de coopération générale et comment elle évalue l'éducation fournie par le secteur privé, en particulier en ce qui concerne les besoins du marché de l'emploi.

M. Demiralp (Observateur de la Turquie) dit que la Turquie a surmonté une grave crise financière en restructurant radicalement ses institutions économiques et qu'elle est à présent sur la voie du développement et de la croissance. Étant donné le phénomène de mondialisation actuel, la solidarité, le dialogue et la coopération sont cruciaux. Il est essentiel de promouvoir la coopération, non seulement entre pays développés et pays les moins avancés, mais également entre ces derniers pour qu'ils puissent coopérer dans les instances internationales et défendre leurs intérêts collectifs.

L'adoption du Programme d'action d'Istanbul est une réalisation importante pour la Turquie en tant qu'hôte de la Conférence sur les pays les moins avancés mais il est également essentiel que tous les pays en assurent la mise en œuvre. Le Conseil économique et social qui représente de nombreux pays pourrait apporter une contribution utile à cette entreprise. Une conférence d'examen du Programme d'action pourrait se tenir en temps utile et pourrait également examiner le cadre post-2015 : l'observateur de la Turquie espère que les pays les moins avancés participeront activement à ces travaux.

En réponse aux questions posées sur l'éducation, l'observateur de la Turquie dit que l'Agence turque de coopération internationale et de développement a coopéré avec les pays les moins avancés et d'autres pays en développement en Asie, en Afrique et dans les Balkans au cours des 15 dernières années en assurant des activités de formation et des échanges bilatéraux d'étudiants. Le Gouvernement turc a été en mesure de

suivre les activités des institutions éducatives tant publiques que privées grâce à des organes tels que le Conseil de l'enseignement supérieur qui entretient des relations avec de nombreuses universités privées. L'Agence de planification de l'État et le Ministère du travail et de la sécurité sociale suivent les besoins du marché du travail.

Mexique (E/2011/95 et Add.1)

M. Chacón (Mexique), accompagnant son exposé d'un diaporama, dit que, par souci d'objectivité, le rapport national du Mexique a été établi par un consultant externe et non par le Gouvernement mexicain.

Les effectifs d'âge scolaire au Mexique sont environ 44 millions sur une population totale de 112 millions. Sur ces 44 millions, 74 % des élèves sont dans l'enseignement préscolaire, primaire et secondaire inférieur, 17 % dans l'enseignement secondaire supérieur et 9 % dans l'enseignement postsecondaire.

Au cours des 10 dernières années, le Gouvernement mexicain a pris des mesures pour améliorer la santé, l'état nutritionnel le bien-être des élèves. Outre les cibles qu'il s'est fixées dans le cadre des objectifs du Millénaire pour le développement, le Gouvernement mexicain a également pris trois engagements supplémentaires : veiller à ce que d'ici à 2015, tous les enfants âgés de trois à cinq ans achèvent l'enseignement préscolaire au cours de la période prescrite de trois ans; veiller à ce que d'ici à 2015, tous les enfants âgés de 12 ans entrent dans l'enseignement secondaire et que 90 % d'entre eux achèvent leurs études secondaires au cours de la période prévue de trois ans; et veiller à ce que la majorité des élèves de l'enseignement primaire et secondaire parvienne à des niveaux satisfaisants d'apprentissage de la langue et des mathématiques, tels qu'ils sont évalués par des organes d'évaluation indépendants. Bien que la couverture de l'enseignement primaire soit extrêmement élevée (en 2010 par exemple, 96 % des enfants âgés de six à 11 ans sont scolarisés), les enfants non scolarisés appartiennent aux groupes les plus désavantagés, notamment les communautés autochtones, rurales et reculées. Un programme fédéral visant à aider ces groupes est le programme Oportunidades qui apporte une assistance économique aux familles vivant dans une pauvreté extrême à condition que leurs enfants soient scolarisés et soumis à des visites médicales. Les politiques du

Gouvernement mexicain portent visiblement des fruits : en 1999/2000 par exemple, 90 % des enfants étaient scolarisés dans l'enseignement primaire dans les délais prescrits et en 2009/2010 ce pourcentage a atteint 95 %.

Des efforts particuliers sont déployés pour promouvoir l'éducation des enfants autochtones. Des manuels scolaires gratuits sont distribués à tous les enfants dans l'enseignement obligatoire, à la fois en espagnol et dans un grand nombre des 52 langues autochtones parlées au Mexique. Au total 190 millions de manuels scolaires ont été imprimés en 2010.

Le Mexique a enregistré des progrès importants dans l'égalité entre les sexes dans le domaine de l'éducation, les garçons et les filles fréquentant l'école à égalité à tous les niveaux, bien que les pourcentages soient légèrement plus faibles pour les femmes dans l'enseignement postsecondaire, avec 53 % d'hommes contre 47 % de femmes.

La qualité de l'enseignement, en particulier dans les disciplines fondamentales telles que la langue et les mathématiques, continue de présenter de grandes difficultés. Le Mexique a introduit deux tests nationaux d'évaluation normalisés, l'Évaluation nationale des résultats scolaires (ENLACE) et l'Examen de la qualité et des résultats pédagogiques (EXCALE). Il a également participé un programme international d'évaluation pour les États membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA). Les résultats scolaires des élèves mexicains de 15 ans se sont améliorés régulièrement année après année et sont à présent équivalents à ceux des élèves de Finlande et de République de Corée. Les élèves mexicains sont en deuxième position en Amérique latine pour la langue et les mathématiques et en troisième position pour les sciences.

D'autres mesures visant à améliorer le système d'enseignement sont la promotion des conseils scolaires avec la participation des parents, qui sont à présent au nombre de 156 000 dans tout le pays et comprennent 78 % des écoles, ainsi que l'introduction en 2010 de normes nationales en matière de compétences de lecture, qui fixent comme objectif une vitesse moyenne de lecture de 155 à 160 mots par minute par les élèves de troisième année dans l'enseignement secondaire inférieur.

M. Oyarce (Chili), évaluateur, accueille avec satisfaction le rapport détaillé sur la politique éducative du Gouvernement mexicain. Ce rapport adopte une approche globale de l'éducation qui contribue au développement intégral des individus et des sociétés. Des progrès ont été enregistrés en ce qui concerne les objectifs du Millénaire pour le développement portant sur l'enseignement : en particulier le Mexique est parvenu à l'enseignement primaire universel, avec un taux d'inscription net de 102,6 % et un taux d'achèvement des études de 94,5 %.

Le Mexique s'est fixé des cibles supplémentaires, outre celles des objectifs du Millénaire pour le développement. Dans le domaine de l'enseignement préscolaire pour tous, le Mexique a amendé la législation pertinente pour rendre l'enseignement obligatoire pour tous les enfants âgés de 3 à 5 ans; le taux d'inscription a atteint 70,8 % en 2010/2011. Le Mexique a également porté à 82,8 % le taux de fréquentation scolaire dans l'enseignement secondaire et il est important de noter que les réformes mexicaines dans le système d'enseignement secondaire et supérieur se fondent sur des programmes scolaires reposant sur les compétences. En outre l'amélioration de la qualité de l'éducation est au cœur des efforts déployés par le Mexique pour améliorer l'éducation. Ce pays a continué de renforcer les mécanismes d'évaluation indépendants en utilisant de plus en plus les tests normalisés.

La recherche de la qualité de l'enseignement comprend également un accord entre les autorités éducatives et les syndicats d'enseignants pour introduire un système d'évaluation périodique, universel et obligatoire sur la base de tests externes. Le président chilien Piñera vient de faire une proposition similaire. En ce qui concerne le troisième objectif du Millénaire pour le développement, le Mexique a sensiblement réduit l'écart entre les sexes à tous les niveaux d'enseignement grâce au programme Oportunidades. Le représentant du Chili attire l'attention sur le pourcentage plus élevé d'étudiantes dans l'enseignement supérieur.

Le représentant du Chili demande quels sont les défis que le Mexique doit encore relever dans le domaine de l'enseignement primaire universel. Il demande quels progrès ont été réalisés pour parvenir au troisième objectif du Millénaire pour le développement dans la promotion de l'égalité entre les

sexes et de l'autonomisation des femmes. Il souhaite des exemples spécifiques des principales mesures prises pour améliorer la qualité de l'éducation, en particulier en ce qui concerne les tests normalisés.

Le représentant du Chili recommande au Conseil d'examiner les bonnes pratiques du Mexique en matière de politique éducative qui devraient être communiquées aux autres institutions et organismes compétents. Le Mexique renforce progressivement la gouvernance dans la gestion de l'éducation, ce qui doit être expressément reconnu par le Conseil.

M. Scharinger (Allemagne), évaluateur, dit que le rapport impressionnant du Mexique donne une idée frappante mais réaliste des progrès de ce pays dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et de ses objectifs ambitieux pour améliorer le système d'enseignement. Le Mexique a beaucoup fait au cours de la décennie écoulée pour améliorer son système d'enseignement et la qualité de l'éducation comme en témoignent les statistiques nationales. Cependant un examen approfondi de ces dernières indique des disparités entre les régions et les groupes cibles. Le renforcement de l'inclusion des groupes marginalisés, comme par exemple les peuples autochtones, serait une tâche importante dans l'avenir, éventuellement en adoptant une approche plus ciblée.

Le rapport est optimiste sur les améliorations de la qualité du système d'enseignement. L'accès plus grand à l'enseignement préscolaire, le nombre plus important d'enfants scolarisés et poursuivant leur scolarité dans le secondaire et la meilleure qualité de l'enseignement sont encourageants.

Du fait que des partenariats étroits et responsables entre tous les pays sont la seule façon d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement, le représentant de l'Allemagne demande comment l'expérience du Mexique concernant le défi non résolu des disparités peut être partagée plus largement. Il demande si les particularités spécifiques aux régions et aux groupes cibles impliquent l'élaboration de davantage de concepts et d'outils spécifiques pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement dans les délais. Il demande quels sont les meilleures pratiques, les enseignements tirés et les conseils pratiques qui peuvent être partagés avec d'autres pays qui cherchent également à développer l'enseignement préscolaire, à

renforcer l'enseignement secondaire et à améliorer la qualité de l'éducation.

M. Cissé (Observateur de la Guinée) demande si le Mexique mobilise l'importante diaspora en faveur de ses objectifs nationaux dans le domaine de l'éducation et de quelle manière.

M. Hansen (Observateur du Danemark) félicite le Mexique de ses réalisations exemplaires dans les taux d'achèvement des études et les tests normalisés. Il souhaite savoir si les progrès sont attribuables aux investissements dans les écoles et à la formation des enseignants ou à la responsabilisation plus grande par des mécanismes tels que les conseils scolaires. Il demande également à la délégation mexicaine ce qu'elle pense de l'employabilité de ceux qui ont terminé leurs études.

M^{me} Biney (Ghana) demande davantage d'informations sur les bourses offertes aux jeunes mères et aux adolescentes enceintes pour qu'elles continuent leurs études étant donné les risques de santé et de sécurité pour les filles et les enfants à naître et le risque de moqueries des camarades de classe. La représentante du Ghana demande si la délégation mexicaine pense que les disparités entre les sexes sont plus importantes aux niveaux plus élevés de l'enseignement pour des raisons socioculturelles. Elle souhaite également savoir si d'autres stratégies sont employées pour que les filles enceintes et les mères adolescentes continuent leurs études.

M. Chacón (Mexique) dit que des efforts sont actuellement déployés pour rénover les établissements scolaires au Mexique car il a été reconnu que des installations confortables facilitent l'enseignement et l'apprentissage; en 2010, 16 1000 écoles ont été rénovées. Le programme Oportunidades a été une grande réussite dans la lutte contre les disparités en apportant une assistance aux communautés les plus pauvres et les plus marginalisées où les taux de fréquentation scolaire et d'achèvement des études sont les plus faibles. En mettant l'accent sur la famille, ce programme permet aux mères célibataires de continuer à scolariser leurs enfants.

La santé et l'éducation sont intrinsèquement liées. L'éducation sexuelle à l'école vise à encourager les adolescents à retarder leurs activités sexuelles afin de prévenir les grossesses d'adolescente et les abandons scolaires. Les institutions mexicaines s'occupant des jeunes organisent des programmes sur

la violence familiale et les relations entre adolescents, qui se sont révélés extrêmement utiles.

La Commission nationale du logement (CONAVI) gère un programme qui permet aux petites communautés d'avoir leur propre école. Les futurs enseignants perçoivent des incitations financières s'ils enseignent dans ces communautés : en 2009/2010, 360 000 enfants et 46 000 futurs enseignants ont bénéficié de ce programme.

L'égalité entre les sexes dans l'éducation est quasiment une réalité au Mexique et le représentant du Mexique attribue cette réussite à la qualité de l'éducation offerte et au rôle joué par les parents. L'objectif du Gouvernement mexicain demeure l'égalité pleine et entière.

En ce qui concerne la qualité de l'éducation, le représentant du Mexique dit que les améliorations sont dues essentiellement à l'introduction des tests d'évaluation. L'un des syndicats d'enseignants les plus importants a été un allié important dans cette initiative du fait que ses membres ont compris la nécessité de relever leurs propres niveaux en se soumettant à des tests périodiques dont les résultats sont rendus publics. Deux seulement des 32 entités fédérales ont refusé d'adopter ces tests. Les tests normalisés sont importants car ils permettent d'identifier les groupes les plus vulnérables et, chose étonnante, les meilleurs résultats sont parfois réalisés dans les zones les plus reculées, comme par exemple l'État du Chiapas.

Le représentant du Mexique souhaite insister sur le rôle crucial joué dans l'éducation par les enseignants qui ne peuvent jamais être remplacés, même par les technologies les plus sophistiquées. Le Mexique tient à renforcer les procédures de sélection des enseignants tout en améliorant la qualité des écoles par des programmes spéciaux et l'allongement des horaires scolaires dans le but de rendre l'école ouverte à plein temps. Les associations de parents d'élèves sont également importantes car elles font participer les familles plus activement à l'éducation de leurs enfants.

En ce qui concerne les examens, le Mexique a bénéficié de l'expérience d'autres pays. Les meilleurs tests possibles sont fondamentaux dans des disciplines telles que la langue et les mathématiques et dans un univers de plus en plus mondialisé, le Mexique est déterminé à veiller à ce qu'ils répondent aux normes internationales les plus élevées.

Le représentant du Mexique reconnaît que des disparités demeurent entre les régions et les États. Malgré les efforts déployés pour standardiser l'éducation à l'échelle du pays sur le plan des tests et de la sélection des enseignants, les différences dans les niveaux d'infrastructures constituent souvent des obstacles difficiles à surmonter. De nombreux efforts ont été déployés pour rénover les bâtiments scolaires en améliorant l'approvisionnement en eau, les installations sportives et les toilettes. Le représentant du Mexique a entendu dire que dans certains pays où les écoles n'ont qu'une seule toilette, le niveau d'abandon scolaire parmi les filles est élevé. Des investissements plus importants sont donc affectés aux zones pauvres.

Le Ministère mexicain des affaires étrangères s'emploie activement à faire connaître les meilleures pratiques dans le domaine de l'éducation aux autres pays, en particulier en Amérique centrale. En fait il envisage de créer une institution spécifique chargée de la coopération dans ce domaine. Les concepts de base du programme Oportunidades peuvent certainement être appliqués dans tous les pays en développement. Le Mexique est disposé à faire part de ses expériences à tous les pays se trouvant un niveau similaire de développement et vise à améliorer son système d'enseignement dans les années à venir en coopérant avec d'autres pays d'Amérique latine.

En ce qui concerne les enseignements tirés, le représentant du Mexique estime que le plus important est le rôle prépondérant des enseignants. Aucun effort n'est épargné pour améliorer leur formation. Les nouvelles technologies sont également importantes et le Mexique vise à doter chaque salle de classe d'un ordinateur. Depuis 2009, 50 000 étudiants sont inscrits à l'Université ouverte au Mexique.

De très nombreux Mexicains vivent à l'étranger, dont 10 millions aux États-Unis d'Amérique. Deux étudiants mexicains inscrits à l'Université ouverte vivent au Qatar. Il faut faire beaucoup plus pour aider la diaspora en ce qui concerne l'éducation mais aux États-Unis il existe déjà 300 centres communautaires pour les Mexicains où ces derniers peuvent achever leurs études et s'informer de questions telles que la santé.

Qatar (E/2011/93)

M. Al-Mahmoud (Qatar) dit que les efforts déployés dans le monde dans le domaine de l'éducation contribuent aux objectifs de développement humain. Le Qatar a enregistré des progrès importants dans la réalisation de ses objectifs de développement : il est parvenu à l'enseignement primaire universel et il a réalisé des progrès importants dans la promotion de l'égalité entre les sexes. La stratégie nationale de développement pour 2011-2016, qui vise à faire des ambitions du Qatar à l'horizon 2030 une réalité, accélérera la réalisation de ces objectifs, d'autant plus que le Qatar a déjà enregistré des progrès remarquables en ce qui concerne les indicateurs internationaux de développement humain comme l'indiquent divers rapports. Ces derniers confirment la capacité du Qatar à fournir une éducation de qualité en utilisant un modèle spécifiquement qatari. La stratégie nationale prend en compte tant la qualité de l'éducation que ses résultats.

Les dirigeants qataris estiment que la qualité de l'éducation est une nécessité stratégique, comme le soulignent les ambitions du Qatar à l'horizon 2030 et les plans stratégiques qui lui sont associés. Dans le développement et l'amélioration de l'éducation, l'objectif est la compatibilité avec les normes internationales. Depuis que Son Altesse le Cheikh Hamad bin Khalifa Al Thani a pris le pouvoir, ses objectifs sont le développement des ressources humaines comme en témoignent tous les aspects du système éducatif : l'enseignement primaire universel, l'égalité entre les sexes, l'autonomisation des femmes, la qualité de l'éducation, l'enseignement des droits de l'homme, la culture familiale et l'éducation sexuelle, la promotion de l'accès des filles à la science et à la technologie, l'apprentissage en ligne et la formation des enseignants. Le Qatar a élargi la portée de ses contributions à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement en prenant des initiatives, en appuyant les actions internationales, en relevant de nouveaux défis et en regardant généralement vers l'avenir.

Dans son exposé national volontaire, le Qatar offre une vision de l'éducation dans le cadre des efforts déployés dans le monde pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement. Compte tenu du modèle spécifiquement qatari de la qualité de l'éducation qui a pour objectif des résultats axés sur la qualité, l'exposé décrira la situation de l'éducation au

Qatar ainsi que l'approche de développement qui vise à faire de la qualité un objectif important de tous les projets et plans.

Il est certain que les aspirations de développement du Qatar nécessitent le renforcement des capacités dans différentes disciplines scientifiques pour permettre aux jeunes d'assumer leurs fonctions et responsabilités futures. La seule façon d'y parvenir est de veiller à ce qu'ils soient qualifiés et dotés de connaissances théoriques, pratiques et administratives. Des efforts sont actuellement déployés pour promouvoir la participation communautaire, renforcer la contribution de tous les secteurs de l'éducation, promouvoir la recherche scientifique et ses applications, encourager l'apprentissage permanent des enseignants et des éducateurs et fournir des programmes de qualité dans les écoles, l'accent étant mis sur l'apprentissage en ligne. Les élèves et leurs familles sont encouragés à participer et à promouvoir l'apprentissage permanent grâce à la diffusion d'une culture d'évaluation continue.

Les efforts déployés par le Qatar depuis de nombreuses années ne sont pas exclusivement nationaux mais également régionaux et internationaux. Dans un esprit de solidarité le Qatar a apporté son soutien et sa coopération à ses voisins immédiats et a pris des initiatives internationales sans précédent, apportant son assistance pour résoudre les problèmes dans le monde. De nombreuses personnes vivant dans des pays voisins du Qatar n'ont même pas le minimum vital, ce qui souligne la nécessité d'initiatives individuelles et collectives pour promouvoir et appliquer ensemble des valeurs décentes pour un avenir meilleur.

M^{me} Alsulaiti (Qatar), accompagnant ses observations d'un diaporama, dit que le Qatar considère l'éducation comme une priorité essentielle qui joue un rôle crucial dans le développement humain et bénéficie d'une part importante du budget national. Les ambitions du Qatar à l'horizon 2030 visent à fournir la meilleure éducation possible conformément aux normes internationales, par l'intermédiaire d'acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux, en coopération avec la société civile, et sa stratégie d'éducation porte sur divers programmes et projets étroitement liés aux objectifs du Millénaire pour le développement en matière d'éducation. Par ailleurs l'égalité entre les sexes est une caractéristique importante de la communauté éducative du Qatar,

conformément à l'article 19 de la Constitution qui prévoit l'égalité des chances pour tous les citoyens.

La création du Conseil supérieur de l'enseignement a beaucoup contribué à promouvoir les principes fondamentaux d'une réforme couronnée de succès (l'initiative « Education for a New Era »), à savoir l'autonomie, la responsabilisation, la diversité et le choix. Des progrès ont été réalisés dans l'enseignement primaire universel; d'autres réalisations sont un taux d'inscription net supérieur à 95 % en 2008/2009, des taux de participation élevés des femmes aux divers niveaux d'éducation et des taux élevés de rétention scolaire. Par ailleurs les taux d'alphabétisation des personnes âgées de 15 à 24 ans ont augmenté pour atteindre quasiment 100 %. Les initiatives et mesures prises pour assurer la qualité dans l'éducation portent notamment sur l'enseignement des droits de l'homme, la promotion de l'accès des filles à la science et à la technologie, l'apprentissage en ligne, la formation des enseignants et les programmes de perfectionnement. L'éducation à la famille et à la santé en matière de procréation est une matière enseignée dans toutes les écoles. Le Qatar a contribué à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement avec des programmes tels que Reach Out to Asia, le Fonds Al Fakhoura (mis en place en 2009 pour créer des écoles dans la bande de Gaza et former des enseignants) et l'Initiative en faveur de l'éducation en Iraq. Les défis auxquels le Qatar est actuellement confronté sont le nombre croissant d'étudiants et l'adéquation de l'éducation aux besoins du marché de l'emploi. Le Qatar envisage de mettre en place une base de données détaillée sur l'éducation, de renforcer l'identité nationale et la culture arabe et islamique et de promouvoir la recherche scientifique et ses applications.

M. Warraich (Pakistan), évaluateur, félicite le Gouvernement qatari des progrès réalisés dans le domaine de l'éducation, notamment sa contribution à la promotion de possibilités de développement dans d'autres pays par des programmes comme Reach Out to Asia par exemple. Il remercie le Gouvernement qatari de son assistance au Pakistan à cet égard.

Le représentant du Pakistan demande davantage d'informations sur la façon dont la stratégie nationale de développement du Qatar pour 2011-2016 va promouvoir l'égalité entre les sexes. Par ailleurs d'après le rapport du Qatar (E/2011/93), l'éducation des élèves handicapés ayant des difficultés

d'apprentissage est considérée comme étant la responsabilité commune des écoles et de la société; à cet égard le représentant du Pakistan demande quelles procédures sont en place pour veiller à ce qu'elles assument cette responsabilité. Il demande également dans quelle mesure les écoles ont tenu compte des principes fondamentaux de l'initiative Education for a New Era et il souhaite davantage d'informations sur les mesures prises pour répondre aux besoins du marché du travail.

M. Demiralp (Observateur de la Turquie) félicite le Qatar des progrès réalisés dans l'éducation générale et dans l'égalité entre les sexes en particulier. Il constate également avec satisfaction que le Qatar encourage les filles à faire des études scientifiques et techniques. L'observateur de la Turquie demande des informations sur les politiques du Conseil supérieur de l'enseignement concernant les élèves handicapés qui ont des difficultés d'apprentissage et il souhaite savoir dans quelle mesure les ambitions du Qatar à l'horizon 2030 sont liées aux objectifs du Millénaire pour le développement.

M. Acharya (Observateur du Népal) félicite le Qatar de son taux élevé d'inscription des femmes dans l'enseignement supérieur. Du fait que de tels taux représentent encore un défi dans de nombreux pays, il serait utile de savoir quelles mesures ont été prises à cet égard. L'observateur du Népal félicite le Gouvernement qatari de sa coopération et de sa solidarité avec d'autres pays et il demande s'il envisage de renforcer son assistance aux pays bénéficiaires dans le cadre du programme Reach Out to Asia.

M. Al-Mahmoud (Qatar) dit que l'éducation des élèves handicapés ayant des difficultés d'apprentissage est une question qui présente un grand intérêt pour un certain nombre d'organismes d'État, notamment le Conseil supérieur de la santé et le Conseil supérieur de l'enseignement. Les obstacles dans ce domaine et les solutions pour les surmonter ont été identifiés et des établissements spécialisés ont été créés pour renforcer l'intégration de ces élèves dans les écoles traditionnelles et veiller à ce qu'ils deviennent des membres productifs de la société. La stratégie du Qatar pour la parité des sexes comprend des programmes portant sur tous les domaines de l'enseignement, y compris des programmes de formation professionnelle et de formation technique.

M^{me} Alsulaiti (Qatar) dit que les ambitions du Qatar à l'horizon 2030 sont axées sur le développement humain, social, économique et environnemental, chaque aspect ayant ses propres mécanismes et objectifs. L'objectif du Qatar est de parvenir à un système éducatif de niveau international qui favorise la créativité et la productivité. La poursuite de cet objectif nécessite notamment des investissements importants dans les instituts de recherche scientifique et technologique.

Divers projets et programmes sont en place dans le contexte des ambitions du Qatar à l'horizon 2030, de même que la stratégie d'éducation et de formation visant à atteindre plus rapidement les objectifs du Millénaire pour le développement, notamment la formation des enseignants en cours d'emploi et l'enseignement primaire et secondaire obligatoire. Un intérêt particulier est apporté à la fourniture d'une éducation de qualité aux personnes handicapées et à l'établissement de liens entre l'enseignement et la formation professionnelle et la demande du marché de l'emploi.

L'État qatari offre des cours supplémentaires à tout élève, handicapé ou non, qui a besoin d'un soutien supplémentaire. Des critères ont été définis pour apporter une assistance au sein des structures scolaires et en dehors de celles-ci mais l'appui des parents est également nécessaire.

Le Qatar a promulgué des lois et règlements sur l'égalité entre les sexes pour veiller à ce qu'il n'existe pas de discrimination dans les écoles. Tous les élèves, garçons et filles, sont évalués en fonction des mêmes critères. Le programme Reach Out to Asia a permis d'atteindre 11 000 élèves et plus de 50 000 membres des communautés par l'intermédiaire d'un programme de préparation aux catastrophes naturelles et d'intervention en cas d'urgence. Les bénéficiaires de ce programme sont l'Afghanistan, le Cambodge, l'Iraq, le Liban, le Népal, le Pakistan, la Palestine et la République arabe syrienne.

La séance est levée à 17 h 50.